Publié le 25 juillet 2016

« Les Epl constituent des acteurs essentiels mais doivent évoluer »

Philippe Dunoyer est membre du gouvernement de Nouvelle-Calédonie depuis avril 2016. Il était encore il y a peu président de Promosud et de la Fédération calédonienne des Epl. Il constate le rôle de premier plan joué par les Sem sur le territoire calédonien, au service des politiques publiques. Il juge néanmoins nécessaire de faire évoluer le modèle en se rapprochant plus du secteur privé et en réfléchissant à des regroupements.

– Comment se caractérise le paysage des Epl en Nouvelle-Calédonie ?

La Nouvelle-Calédonie constitue un territoire très actif sur le champ des Sem. Bénéficiant d'une stabilité forte, il s'agit d'**outils utilisés de manière régulière et pérenne** pour déployer l'action publique et privée. Nous sommes innovants avec des Sem très présentes sur l'**aménagement du territoire** mais aussi dans des secteurs comme la **banque**, la **production**, le **transport** et la **distribution d'électricité** (Enercal) ou le **transport aérien**.

-Quel bilan dressez-vous de leur activité ?

Un bilan très positif dans tous les secteurs. Positionnées sur une orientation de rééquilibrage du territoire, plusieurs Sem représentent des outils essentiels des politiques publiques. La Secal, qui a été créée avec tous les acteurs publics, joue un rôle majeur dans l'aménagement de plusieurs Zac. Dans la province Sud, la Secal porte depuis plusieurs années la **Zac Dumbéa-sur-Mer**, qui constitue la plus grosse Zac de France sur 1000 hectares pour un vaste projet d'aménagement urbain.

Lire aussi : En Nouvelle-Calédonie, la Secal double la mise

-Et dans les autres secteurs ?

En matière de développement économique, chacune des trois provinces dispose d'une Sem ayant notamment une vocation de capital risque. Sur l'immobilier, la **Sic** et la **Sem Agglo**, principaux acteurs de construction de logement, jouent un rôle clef. Pour sa part, Enercal a réussi à accompagner les besoins issus de l'accroissement de la population et du passage de une à trois usines métallurgiques. La **BCI**, deuxième banque de l'île par sa taille, assure une mission importante avec des lieux d'implantation que les autres banques désertent pour des raisons de rentabilité.

> « Les élus comme les acteurs économiques ne connaissent pas suffisamment les Sem, outils très discrets »

-Quelles sont les priorités actuelles ?

Il nous faut mieux connaître les Epl en établissant un inventaire exhaustif de leurs activités, de leur volume d'affaires, des emplois générés… Ces outils sont très prisés mais également très discrets. Les élus comme les acteurs économiques ne les connaissent pas suffisamment. Il faut plus orienter les Sem vers le secteur privé, en étant davantage à l'écoute du marché. Des potentiels de développement existent.
Par ailleurs, dans notre processus institutionnel, nous avons couru après les nouvelles compétences acquises par les lois organiques. Dans notre millefeuille institutionnel, les compétences des trois provinces doivent s'articuler avec celles de la Nouvelle-Calédonie et des communes. Il nous faut **clarifier les relations entre les collectivités** et éviter une course en avant car le réflexe reste trop souvent de créer une Sem pour chaque besoin nouveau.

-Y-a-t-il eu trop de créations de Sem ?

23 Sem pour 265 000 habitants, cela fait beaucoup ! Il ne faut pas s'interdire de réfléchir à des **regroupements**. Le contexte calédonien, un territoire jeune, très vaste et avec une faible population, a conduit plus à de la création qu'à de la consolidation. En outre, les contraintes budgétaires posent encore plus la question de l'efficience des Sem. Cela passe notamment par des **mutualisations**, des synergies voire des regroupements.

Propos recueillis par